

<http://www.ecoleemancipee.org/spip.php?article2093>



# Jérôme Falicon (EE) sur le bilan de la loi refondation

- FSU - Congrès - Congrès FSU 2016 -



Date de mise en ligne : mardi 9 février 2016

---

Copyright © L'École Émancipée - Tous droits réservés

---

*« le service public de l'éducation [...] reconnaît que tous les enfants partagent la capacité d'apprendre et de progresser »*

Cette profession de foi, introduite dans le code de l'éducation par la loi d'orientation de juillet 2013, pouvait laisser espérer une politique scolaire progressiste dont la FSU aurait pu se satisfaire.

Pourtant, cette affirmation, on le voit mieux aujourd'hui avec le recul, est restée une déclaration d'intention bien vide de sens ! Dès la suite de la loi, la « refondation » de l'école démarrait sur des bases bien fragiles : du maintien du principe de l'égalité des chances et de l'âge de la scolarité obligatoire à 16 ans...

Les suites ont dévoilé les orientations gouvernementales, caractérisées ici même depuis lundi comme libérales (?)..

De la réforme des rythmes scolaires à celle du collège, en passant par le maintien de celle du lycée et la loi ESR, l'énumération pourrait être longue des mesures qui, loin d'aller dans le sens d'une prise en compte du « tous capables » et de la professionnalité des personnels, tire plutôt le système scolaire vers plus de tri social pour les élèves et de new management pour les personnels.

Nos mandants ne s'y sont pas trompés et c'est maintenant clairement affirmé dans notre rapport d'activité : la loi dite de refondation et ses conséquences sur le terrain ne marquent pas de rupture avec les politiques antérieures. Mettre en cohérence notre texte de congrès aurait nécessité d'aller un peu plus loin que le « manque de rupture » que nous avons acté il y a trois ans.

Pour réaffirmer notre projet - rappelé dans le préambule du thème - pour une école égalitaire qui ne fait pas que laisser la place à tous, mais leur permet de véritablement se construire autour d'une culture commune émancipatrice implique impérativement comme première étape d'analyser clairement les politiques en oeuvre. Nous n'en demandons pas plus... et j'espère que nous ne serons pas déçus !